

Extrait de la déclaration des secrétaires des fédérations du Calvados, de Manche et de l'Orne du Parti Communiste français lors de l'audience auprès du Préfet de Région le Jeudi 19 Février 2009.

Le département est fortement touché par une vague sans précédent de fermetures d'entreprises, de licenciements et de mises en chômage partiel amputant les salaires jusqu'à 500 € par mois et privant les salariés de congés le moment venu...

C'est une préoccupation des communistes et des élus communistes.

Tous les secteurs vitaux pour la région, tant économiques que sociaux ; sont en grande difficulté, en particulier dans les domaines de la filière automobile, de l'industrie agro-alimentaire et de la logistique.

Ce sont des milliers de familles qui vont basculer dans la misère si des mesures immédiates ne sont pas prises. Cela nécessite des mesures autant d'ordre économique que social.

Pourtant, les grands groupes, qui continuent à faire des profits et à redistribuer des dividendes confortables aux actionnaires, sabrent dans les effectifs tout en empochant les aides publiques européennes, nationales, territoriales, tout en bénéficiant par ailleurs de multiples exonérations de cotisations sociales ou de Taxe Professionnelle...

L'annonce de la suppression en 2009 de la Taxe Professionnelle est un coup porté aux politiques publiques locales et à l'emploi, en particulier dans le domaine de la construction. En 2008 les collectivités locales participent pour 73% à l'investissement public national. Nous avons dénoncé cette remise en cause du pouvoir d'intervention des collectivités et le transfert sur les habitants, par le biais d'augmentations importantes de la taxe d'habitation et de la taxe foncière, du financement de leurs investissements et des politiques sociales.

Le Président de la République a, semble-t-il, affirmé qu'il ne saurait y avoir d'aides publiques sans contre partie de maintien de l'emploi dans les territoires. Effet d'annonce ou invitation à agir ? Nous choisissons l'action !

En ce qui concerne la filière automobile, suite aux assises tenues par le Président de la République, ont été réunis en Préfecture différents partenaires. Nous déplorons que les élus locaux (maires, élus des communes concernées), les partis politiques n'aient pas été associés à cette rencontre.

Ce sont, pour la seule Basse-Normandie, une disparition de plusieurs milliers d'emplois : intérimaires, CDD, départs NON remplacés, et licenciements, tout particulièrement dans les PME.

Nous avons des propositions à faire. Elles concernent non seulement les groupes industriels de l'automobile, mais aussi les sous-traitants et les équipementiers.

La manne financière de l'État tombe, dans le cadre du plan de soutien, dans les groupes industriels, et pourtant les plans sociaux continuent.

Le moment est venu d'affecter les dividendes des entreprises à la garantie de l'intégralité des salaires des personnels subissant des périodes de chômage partiel : 1% des dividendes des actionnaires de Renault suffiraient à maintenir le salaire intégral des 20 000 employés concernés par le chômage partiel.

Il en est de même pour le groupe PSA-Citroën qui a vu ses profits multipliés par 5 entre 2006 et 2007 pour atteindre 550 millions d'euros en 2008 avant provisions pour restructuration. (Une proposition de loi a été déposée en ce sens par le Député du Nord Alain BOCQUET)

C'est pourquoi nous faisons les propositions suivantes :

1- En ce qui concerne le maintien de l'emploi :

- considérant que les constructeurs automobiles se sont engagés à ne plus délocaliser leurs entreprises, à ne plus fermer d'entreprises pendant 5 ans, à n'engager aucun plan social en 2009, à modérer les dividendes des actionnaires en échange des aides publiques contractées dans le cadre du "plan automobile" présenté par le Président de la République ;
- considérant que les aides publiques allouées par l'État aux entreprises automobiles, comme aux autres secteurs d'activité, doivent être utilisées en faveur des salariés afin de sauvegarder leur emploi :

le Parti communiste et les élus communistes et républicains du Calvados, de l'Orne et de la Manche demandent au Préfet, représentant de l'État dans le département et la Région :

- de convoquer d'urgence une table ronde réunissant élus locaux, représentants des salariés et directions des entreprises concernées par des licenciements, des plans sociaux ou des mises en chômage partiel, dont la mission sera de produire une **étude d'impact social et économique** de la crise actuelle et d'empêcher les effets d'aubaine que la santé de ces entreprises ne semblent pas pouvoir justifier.

- de créer une **Commission de Contrôle des Fonds Publics** afin de s'assurer que l'argent versé aille pour la pérennité de l'emploi dans l'industrie automobile, la métallurgie et les équipementiers dans notre Région. Cette commission sera composée du **Préfet, des Trésoriers Payeurs Généraux, des représentants de l'industrie, des représentants des salariés** et des **élus nationaux, régionaux, départementaux et locaux des territoires concernés.**

2- En ce qui concerne le volet social : nous demandons

- **d'interdire les expulsions des logements à partir du 15 Mars...**

- de veiller tout particulièrement au surendettement des ménages et créer les conditions avec les banques, les CCAS des communes d'aides aux salariés et précaires touchés par les licenciements, le chômage partiel...

3- En ce qui concerne plus globalement le plan de relance de 360 milliards d'euros alloués aux banques, afin de maintenir ouvert le robinet du crédit, en particulier en direction des PME-TPE, nous demandons que les comités de suivi du financement de l'économie créés au niveau national, régional et départemental, auxquels participent les Préfets, les directeurs de la Banque de France et les Trésoriers Payeurs Généraux,

assurent, en liaison avec le “médiateur du crédit”, une réalisation socialement efficace du plan d’aide aux banques.

Or tout nous laisse à penser que tout se passe dans le plus grand secret entre banquiers et administration sans tenir compte de critères d’efficacité sociale nécessaire à la relance économique de notre région que sont l’emploi, la formation, les salaires et l’activité.

Afin de ne pas laisser se développer le gâchis de financement public, une grande transparence est nécessaire, ainsi qu’une responsabilisation sociale et territoriale des grands groupes et un changement des pratiques bancaires et des critères de crédit accordés aux entreprises. Nous proposons donc que le taux d’intérêt soit d’autant plus abaissé que les entreprises s’engageront à créer des emplois, en développant formations et investissement.